

EDF. Pas de baisse supplémentaire des effectifs, assure le PDG

EDF - Modifié le 25/04/2016 à 10:59 | Publié le 25/04/2016 à 09:54 - 1



EDF. Bien que le groupe veuille réduire ses coûts davantage que prévu, Jean-Bernard Lévy assure qu'il n'y aura pas de baisse supplémentaire des effectifs. | Photo : Reuters

Le patron d'EDF a assuré lundi qu'il n'y aurait pas de baisse supplémentaire d'effectifs par rapport à la suppression de 3 350 postes d'ici à 2018 annoncée en janvier.

« **Nous n'irons pas plus loin dans les baisses d'effectifs que ce qui a été déjà présenté aux partenaires sociaux en janvier** », a déclaré Jean-Bernard Lévy au micro d'*Europe 1*.

Vendredi, EDF s'est engagé à réduire ses charges opérationnelles d'un milliard d'euros en 2019 par rapport à 2015, bien au-delà des 700 millions d'euros déjà visés en 2018.

« **Nous ferons en sorte que les efforts soient partagés: il est normal qu'EDF aussi réduise un peu son train de vie, fasse attention à ses politiques d'achat encore davantage** », a souligné le patron d'EDF.

L'Etat, actionnaire à près de 85% du géant de l'électricité, s'est engagé à renflouer le groupe endetté et plombé par des prix de l'électricité en berne en Europe et des investissements colossaux à venir. Il injectera 3 milliards d'euros dans EDF, dans le cadre d'une augmentation de capital de 4 milliards projetée d'ici le début de l'année prochaine.

« **Je dis oui à Hinkley Point** » L'un des principaux investissements en discussion est le mégaprojet controversé de construction de deux réacteurs EPR au Royaume-Uni, Hinkley Point, pour lequel le PDG a sollicité l'avis du comité central d'entreprise (CCE).

Le CCE va « **se réunir dans les jours, dans les semaines qui viennent** » pour rendre sa décision sur ce projet « **mûr** » et « **très rentable** » dont « **les coûts sont parfaitement maîtrisés** », a précisé Jean-Bernard Lévy.

Alors qu'EDF devait prendre sa décision finale d'investissement sur ce projet début mai, le ministre de l'Economie Emmanuel Macron a annoncé dans un entretien au *Journal du dimanche* que ce feu vert ultime interviendrait en septembre, le temps que le CCE se prononce.

C'est « **un investissement indispensable** » et « **je dis oui à Hinkley Point** », a insisté Jean-Bernard Lévy. Le projet, qui suscite de nombreuses critiques y compris au sein même d'EDF, est évalué à 18 milliards de livres (environ 23 milliards d'euros), et doit être financé à un tiers par son partenaire chinois CGN.